

N° 5317

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet de modifier et de compléter la loi modifiée électorale
du 18 février 2003

* * *

*Dépôt (M. Lucien Weiler) et transmission
à la Conférence des Présidents (24.3.2004)*

*Déclaration de recevabilité et transmission au Conseil d'Etat
et au Gouvernement (30.3.2004)*

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Texte de la proposition de loi	1
2) Exposé des motifs et commentaire des articles	2

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

Art. 1er.– L'article 8 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 est modifié comme suit:

„L'électeur inscrit sur la liste séparée des ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne pour les élections européennes de même que l'électeur inscrit sur la liste séparée des électeurs étrangers pour les élections communales qui acquiert la nationalité luxembourgeoise après le 31 mars de l'année précédant celle au cours de laquelle auront lieu respectivement les élections européennes ou les élections communales et qui ne peut donc plus figurer sur la liste des électeurs luxembourgeois peut, lors de ces élections, exercer son droit de vote en raison de son inscription sur la liste séparée des électeurs non luxembourgeois.“

Art. 2.– L'alinéa 3 de l'article 59 de la même loi est complété de manière à lui donner la teneur suivante:

„Dans les autres communes, le président du bureau principal est nommé par le président du tribunal d'arrondissement ou par le magistrat qui le remplace, ou par le juge de paix directeur ou son remplaçant pour la circonscription Sud visée à l'article 132. Dans ces mêmes communes les présidents des bureaux de vote sont désignés par le président du bureau principal parmi les électeurs de la commune.“

Art. 3.– L'alinéa 1 du paragraphe 9 de l'article 126 de la même loi est modifié comme suit:

„Sur présentation d'un contrat de travail, la Chambre, de l'assentiment de son Bureau, qui juge de la réalité des relations de travail, indemnise le député des frais à lui accrus du fait de l'engagement d'un collaborateur, sans que cette indemnité ne puisse dépasser un maximum de 200 points indiciaires annuels, à augmenter d'un douzième à titre d'allocation de fin d'année. Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.“

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le présent texte vise à redresser des erreurs matérielles qui se sont glissées dans les dispositions de la loi électorale du 18 février 2003.

Article 1er.–

L'article 8 de la loi électorale du 18 février 2003 fait référence à „la liste électorale des ressortissants non luxembourgeois“ sans distinguer entre les deux catégories de listes de non-Luxembourgeois prévues par les autres dispositions de la loi électorale. Le présent texte tend à redresser cette erreur en précisant que l'article 8 vise tant la liste séparée des ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne valable pour les élections européennes que la liste séparée des électeurs étrangers valable pour les élections communales.

Par ailleurs, le présent projet complète le texte de l'article 8 par deux mots qui avaient été omis dans la loi du 18 février 2003, mais qui figuraient dans l'ancienne loi électorale. Il y a en effet lieu d'écrire „qui acquiert la nationalité luxembourgeoise après le 31 mars de l'année précédant celle au cours de laquelle auront lieu ...“, étant donné que la dernière date utile pour l'inscription sur les listes électorales est le 31 mars de l'année qui précède l'année au cours de laquelle ont lieu des élections.

Article 2.–

Une erreur matérielle, due aux aléas du traitement de texte, s'est glissée dans le texte de l'article 59 de la loi électorale du 18 février 2003. Ainsi a été supprimé le bout de phrase disposant que les présidents des bureaux de vote dans les communes qui ne sont pas chef-lieu d'arrondissement ou de canton sont nommés par le président du bureau principal de la commune qui les choisit parmi les électeurs de la commune. Il est donc impératif de compléter le texte de la loi par les modalités de désignation desdits présidents. Il ne faut pas, en effet, laisser au hasard ou à l'habitude la nomination d'un président d'un bureau de vote lors des opérations électorales.

Article 3.–

Le troisième alinéa de l'article 12 de la loi du 10 février 2004 modifie l'article 126 de la loi électorale précitée en disposant ce qui suit:

„Le premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 126 est modifié comme suit:

„Sur présentation d'un contrat de travail, la Chambre, de l'assentiment de son Bureau, qui juge de la réalité des relations de travail, indemnise le député des frais à lui accrus du fait de l'engagement d'un collaborateur, sans que cette indemnité ne puisse dépasser un maximum de 200 points indiciaires annuels, à augmenter d'un douzième à titre d'allocation de fin d'année.“

Ce faisant, le texte abroge implicitement la deuxième phrase du premier alinéa du paragraphe 9 qui est libellée comme suit:

„Le contrat de travail peut être remplacé par une convention d'honoraires dans le cas où il s'agit de l'engagement d'un avocat inscrit au tableau de l'un des ordres des avocats ou d'un membre d'une autre profession indépendante dont l'accès et l'exercice sont réglementés.“

Or, tel n'était aucunement l'intention du législateur, alors que la modification introduite ne devait, suite à une inadvertance antérieure, redresser que la détermination de l'indemnité à verser au député au titre de frais à lui accrus du fait de l'engagement d'un collaborateur par voie d'un contrat de travail.

Par contre, l'hypothèse prévue dans la deuxième phrase de cet alinéa, à savoir l'engagement par le député d'un avocat ou d'un membre d'une autre profession indépendante par la voie d'une convention d'honoraires devait être maintenue.

Il s'ensuit que, pour traduire correctement l'intention des auteurs du projet de loi et du législateur, il y a lieu de reprendre, à l'article 3 de la présente proposition de loi, le premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 126 de la loi électorale dans sa teneur en vigueur avant les récentes modifications de 2003 et 2004 où ces dispositions se trouvaient au premier alinéa du paragraphe 9 de l'article 97.

Lucien WEILER